



DROIT, ECONOMIE, GESTION

M1/M2 Parcours droit et action publique locale (ACT)

Master Mention Droit public



ECTS
120 crédits



Composante
Collège
Sciences
Sociales et
Humanités
(SSH)



Langue(s)
d'enseignement
Français

Présentation

Dans l'environnement actuel des collectivités publiques, tout décideur doit être doté d'une solide culture juridique sur tous les aspects de l'action publique. Le Master a donc été conçu pour permettre l'acquisition progressive en deux années (M1 + M2) de l'ensemble des compétences indispensables pour devenir un professionnel investi de responsabilités, dans le secteur public local ou le secteur privé intervenant auprès des collectivités et structures publiques territoriales.

Ce Master consacré au Droit de l'action publique locale dispense ainsi une formation complète en droit public, enrichie par des enseignements pluridisciplinaires, pour couvrir tout le droit de l'action publique locale.

100 % des étudiants de la promotion 2021/2022 ont obtenu leur diplôme.

Objectifs

Les diplômés du Master répondent au profil d'un juriste de droit public, polyvalent et adaptable, capable d'occuper un poste spécialisé (urbanisme, marchés publics...) ou général. Ce profil implique une compétence générale dans tous les domaines de la vie locale (questions juridiques, gestion des personnels...) et une capacité à seconder

l'exécutif élu (maire, président d'interco) dans l'exercice de ses fonctions.

Votre université

Savoir-faire et compétences

A compter de septembre 2022, le Master ACT bénéficie de **l'approche par compétences** qui permet de valider des compétences relevant de différents blocs (Développement et intégration de savoirs hautement spécialisés, appui à la transformation en contexte professionnel, etc.) tel que définis au niveau national par France compétences et par exemple :

- * Analyser de façon stratégique un environnement institutionnel local
- * Concevoir et piloter les missions des collectivités territoriales
- * Mobiliser les ressources humaines matérielles, financières et juridiques au service de la collectivité

Mais aussi :

- * Piloter un projet institutionnel d'action publique locale



- * Exploiter des informations et des ressources par une veille de l'actualité professionnelle
- * S'intégrer dans un environnement professionnel

Organisation

Organisation

Le Master est organisé en quatre semestres :

- * Le Master 1 (semestres 1 et 2) est **très largement mutualisé** avec les 2 autres parcours de la mention Droit public (C3S et DAC) pour offrir une formation solide dans toutes les grandes disciplines du droit public : droit de la commande publique, droit des services publics, droit des biens des personnes publiques, droit de l'urbanisme et de l'environnement, finances publiques, fonction publique et management, etc.
- * **La spécialisation relative aux collectivités territoriales** est nettement plus marquée en semestre 2 du M1 puis en M2. Par exemple, après l'étude des grands principes de la fonction publique en M1, en M2 est étudié la fonction publique territoriale. De la même façon, le management des ressources humaines est étudié en M1 puis approfondi à propos des ressources humaines territoriales en M2.
- * Enfin, le dernier semestre (M2 semestre 4) permet aux étudiants d'être à **plein temps sur leur lieu de stage ou d'apprentissage**. Cela permet de valoriser véritablement une première expérience professionnelle.

Le master s'achève par la réalisation d'un mémoire de fin d'études qui n'est pas un simple rapport de stage, mais un travail de recherche et aboutissant à une réflexion approfondie et argumentée sur un sujet donné, avec la particularité d'être éclairé par la pratique professionnelle.

Les enseignements sont dispensés selon deux modalités : les cours sur les matières fondamentales et les séances appliquées. Dénommées « directions d'étude et de recherche » (D.E.R.), ces séances hebdomadaires de 3 heures permettent d'approfondir certains thèmes, de traiter

des cas pratiques grâce à l'intervention de professionnels, d'aborder des sujets sous un angle transversal, ... etc.

Contrôle des connaissances

Les connaissances sont évaluées via un contrôle continu (pour les directions d'étude et de recherche notamment) et des épreuves terminales :

- * Épreuves orales de contrôle des connaissances
- * Épreuve écrite en 3 et 5h
- * Exposé-discussion (« Grand » oral)

Ouvert en alternance

Type de contrat : Contrat d'apprentissage.

Admission

Conditions d'admission

MASTER 1

➤ Consultez les attendus et critères d'examen des candidatures en M1

Nouveauté cette année : accès après examen du dossier de candidature

Titulaires d'une licence en Droit/ AES obtenue en France :

- * Étudiant UPPA ou venant d'une autre Université française : candidature en ligne via <https://www.monmaster.gouv.fr/> | 📄

Titulaires d'un autre diplôme :

- * Candidature en ligne via <https://www.monmaster.gouv.fr/> | 📄

Pièces à fournir



- * Lettre de motivation tapuscrite ou manuscrite selon les Masters (voir consignes sur Apoflux lors de la saisie de la candidature)
- * CV avec photo
- * Relevés de notes universitaires
- * Attestation de réussite justifiant 180 crédits ou diplôme de niveau 6 (bac+3)
- * Justificatif de stage effectué ou à venir (facultatif)

Titulaires d'un diplôme étranger

- * Contacter les [Relations Internationales](#)

Droits d'inscription et tarification

Consultez les [montants des droits d'inscription](#).

L'établissement applique une exonération partielle des droits différenciés pour tout étudiant extra communautaire relevant de la formation initiale s'inscrivant en master.

Pré-requis obligatoires

Modalités d'admission et d'inscription

Le parcours se déroule en deux ans.

La formation est accessible aux étudiants titulaires d'une Licence Droit, d'une Licence AES, ou encore des acquis professionnels validés; - des dérogations individuelles peuvent être accordées par décision de la commission d'équivalence pour les étudiants titulaires d'un diplôme de fin d'études des écoles de commerce (ou de formations équivalentes).

Et après

Poursuite d'études

Les étudiants diplômés du Master Droit public - ACT peuvent, s'ils le souhaitent, choisir de se spécialiser davantage en suivant un nouveau M2 : urbanisme et environnement, contentieux, contrats publics, ... Ils peuvent également poursuivre en doctorat. La qualité de leur mémoire de fin d'études est alors un élément déterminant.

45 % des diplômés de la promotion 2019/2020 ont poursuivi leurs études

Cependant, ce n'est pas la vocation première du Master. A visée clairement professionnalisante, le Master conduit naturellement les diplômés aux concours de la fonction publique territoriale.

Passerelles et réorientation

Les formations sont aménagées pour permettre aux étudiants d'élaborer progressivement leur projet personnel et professionnel en favorisant leur intégration, leur orientation et leur spécialisation au fur et à mesure de l'avancée dans le cursus.

Le SCUIO-IP accompagne les étudiants dans leurs projets de (ré)orientation :

[Service d'Orientation et d'Insertion Professionnelle](#)

Insertion professionnelle

Les diplômés du Master Droit public - ACT bénéficient d'un excellent taux d'insertion professionnelle. Pour la dernière promotion enquêtée par l'ODE (Observatoire de l'Établissement), **les résultats étaient de 100 % d'emploi 30 mois après l'obtention du master, très majoritairement dans des emplois stables et à temps plein.**



Le profil d'emploi des diplômés est plutôt celui d'un cadre administratif polyvalent, en poste dans une ville ou une intercommunalité moyenne. De nombreux diplômés trouvent aussi un emploi dans le secteur privé dans des cabinets de conseil, d'audit, ou même d'avocats, en lien avec les collectivités territoriales.

Infos pratiques

Contacts

Responsable pédagogique

Maylis DOUENCE

☎ 05 59 40 80 47

✉ maylis.douence@univ-pau.fr

Contact administratif

Scolarité Masters Droit public

☎ 05 59 40 80 81

✉ master.droit-public@univ-pau.fr

Formation continue et alternance

DFTLV

☎ +33 5 59 40 78 88

✉ accueil.forco@univ-pau.fr

Handicap

Mission Handicap

☎ +33 5 59 40 79 00

✉ handi@univ-pau.fr

Lieu(x)

📍 Pau



Programme

SEMESTRE 1

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE 1 - Droit de la décentralisation	UE				12
Droit institutionnel des collectivités territoriales	EC	30h			6
Compétences des collectivités territoriales et intercommunalités	EC	30h			6
UE 2 - Fonctions financières	UE				4
Grands principes des finances publiques locales	EC	15h			2
Application des grands principes des finances publiques locales	EC	9h			2
UE 3 - Fonctions RH	UE				4
Grands principes de la fonction publique	EC	15h			2
Gestion durable des ressources humaines	EC	15h	6h		2
UE 4 - Méthodologie de la conduite de projet	UE				
Méthodologie de la conduite de projet	EC	8h			
UE 5 - Actions publiques locales	UE				8
DER Actions publiques locales	EC	36h			8
UE 6 - Langue vivante	UE				2
Langue vivante	EC		15h		2

SEMESTRE 2

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE 7 - Politiques publiques locales	UE				4
Politique de la ville	EC	15h	5h		2
Droit de l'urbanisme et de l'environnement	EC	24h			2
UE 8 - Prérogatives et responsabilités locales	UE				4
Pouvoirs de police	EC	12h			2
Responsabilités locales	EC	12h			2
UE 9 - Moyens d'action locale	UE				4
Droits des services publics locaux	EC	21h			2
Droit des contrats publics locaux	EC	21h			2
UE 10 - Conduite de projets	UE				6
Mise en situation professionnelle de conduite de projet	EC	48h			6
UE 11 - DER Actions publiques locales	UE				8
DER Actions publiques locales	EC	36h			8
UE 12 - Méthodologie d'analyse et de rédaction	UE				
Méthodologie lecture rapide	EC	3h			
Méthodologie de la composition	EC	3h			



Méthodologie de la note de synthèse ou rapport avec proposition	EC	3h		
UE 13 - Entraînement à l'analyse et à la rédaction	UE			2
Exercices dirigés de note de synthèse (ou rapport)	EC	6h		1
Entraînement sans correction en présentiel	EC			
Entraînement avec correction en présentiel	EC	6h		1
UE 14 - Langue vivante	UE			2
Langue Vivante	EC	15h		2

SEMESTRE 3

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE 1 - Démocratie locale	UE				4
Sociologie politique des institutions et de l'action locale	EC	24h			2
Relations citoyens-administrations locales	EC	15h			2
UE 2 - Politiques publiques sectorielles	UE				2
Droit de la régulation et des réseaux	EC	20h			2
UE 3 - Propriétés publiques	UE				5
Droit des biens des collectivités	EC	21h			2,5
Maîtrise foncière et développement local	EC	24h			2,5
UE 4 - Fonctions financières	UE				5
Adoption et contenu d'un budget local	EC	21h			2,5
Exécution et contrôle d'un budget local	EC	18h			2,5
UE 5 - Fonctions RH	UE				4
Statut de la fonction publique territoriale	EC	30h			2
Management des RH territoriales	EC	15h			2
UE 6 - Actions publiques locales	UE				5
DER actions publiques locales	EC	36h			5
UE 7 - Séminaires d'actualité	UE				1
Séminaires d'actualité	EC	15h			1
UE 8 - Conduite d'entretien	UE				2
Entraînement à l'entretien	EC		72h		1
Méthodologie de l'entretien	EC	3h			1
UE 9 - Langue vivante	UE				2
Langue vivante	EC		15h		2

SEMESTRE 4

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE 10 - Pratique professionnelle	UE				8
Stage 6 mois	EC				8
Apprentissage 12 mois	EC				8



UE 11 - Suivi méthodologique	UE		20
Méthodologie de la recherche et du mémoire	EC	18h	20
UE 12 - Suivi de l'actualité territoriale	UE		2
Séminaires d'actualités	EC	18h	1
Veille juridique	EC	21h	1